

# L'ADR et... les régions de montagne

Bien que les populations de montagne soient plus exposées à la pauvreté, la faim, la marginalisation sociale ou politique et aux conflits que les autres, les politiques actuelles pour une agriculture et un développement rural durables (ADR) n'abordent pas les besoins ou potentialités de ces populations.

L'ADR en régions de montagne est également importante pour les basses terres car elle assure un approvisionnement adéquat en eau, la stabilité environnementale, la préservation de la biodiversité, de l'équilibre rural-urbain de la population, des sources de produits agricoles de valeur et la sauvegarde de l'héritage culturel.



© FAO, 1995/FAO

## Agriculture et Développement Rural Durables (ADR)

L'agriculture et le développement rural sont durables lorsqu'ils respectent l'environnement, sont économiquement viables, socialement justes, culturellement appropriés, humains et fondés sur une approche scientifique globale. Les politiques de développement rural doivent viser à satisfaire les besoins nutritionnels et autres besoins humains des générations actuelles et futures, maintenir – voire si possible accroître – les capacités de la base de ressources naturelles à produire et à se régénérer. Ces politiques doivent également offrir un emploi durable à ces générations, réduire leur vulnérabilité et renforcer leur autonomie.

## Le saviez-vous?<sup>1</sup>

- Quelques 720 millions de personnes, 12 pour cent de la population mondiale vivent dans des régions de montagne.
- Parmi elles, 80 pour cent vivent au dessous du seuil de pauvreté: 270 millions sont victimes de l'insécurité alimentaire et environ 135 millions souffrent de façon chronique de la faim.
- Les montagnes sont le lieu d'habitation de nombreuses populations indigènes parmi lesquelles la pauvreté est très répandue.
- Les montagnes couvrent 22 pour cent de la surface des terres du globe.
- Les régions montagneuses fournissent de l'eau douce à la moitié de la population mondiale.

## Pourquoi faut-il agir?

- Les populations les plus pauvres et qui souffrent le plus de la faim habitent souvent dans les montagnes.
- Les montagnes sont fondamentales pour la vie humaine. Elles fournissent de l'eau douce à la moitié de la population; elles recèlent une diversité génétique et fournissent des produits alimentaires de base qui aident à nourrir la planète. Cependant, les écosystèmes fragiles des montagnes sont menacés par le changement climatique, la mondialisation et la dynamique des populations qui peuvent mener à la surexploitation ou à l'abandon de terres ainsi qu'à la dégradation de l'environnement.
- Rendre l'agriculture durable dans les régions de montagne est une condition préalable pour protéger l'environnement montagneux, favoriser l'économie rurale et les moyens d'existence des populations de montagne et assurer la fourniture de services environnementaux au reste de la planète.
- Un développement durable des régions de montagne est profitable pour les régions de basse altitude: économiquement, en fournissant denrées et produits, socialement par la sauvegarde du patrimoine culturel et du paysage; pour l'environnement en tant que fournisseur d'eau, de biodiversité, de régulation du climat et autres produits et services. Il aide également à prévenir les désastres naturels tels que l'ensablement, les inondations et la pénurie d'eau grâce à des pratiques de gestion durable des terres.
- Les grandes tendances mondiales comme le changement climatique, la perte de la biodiversité, la migration et la mondialisation ont un impact fort sur les montagnes et nécessitent de meilleurs processus associant tous les acteurs pour définir les actions appropriées pour des gouvernements et de la société civile.

## Quelles sont les options politiques?

Pour aborder ces questions complexes, il est nécessaire d'améliorer les processus politiques et institutionnels afin de:

- s'assurer que les contraintes, la diversité, les potentiels et les autres spécificités<sup>2</sup> des régions de montagne sont intégrés dans les politiques et les stratégies de l'ADR;
- faire prendre conscience des spécificités des régions de montagne, des interactions en amont et en aval et de l'importance des montagnes pour le bien-être régional, national et mondial;
- soutenir les infrastructures et la valeur ajoutée de la production ainsi que les services dans les régions de montagne dans la mesure où ceux-ci sont essentiels au développement et aux moyens d'existence durable en montagne;



- mettre sur pied des dispositifs institutionnels pour coordonner les principales institutions aux niveaux national et transnational;
- favoriser la gestion des savoirs, l'échange d'informations et la mise en réseau de tout ce qui concerne les montagnes.

## Les questions politiques

Les régions de montagne ont tendance à être inaccessibles, fragiles et marginales et à devoir faire face à une grande diversité d'autres contraintes pour leur développement. Cependant, la diversité de leurs cultures, les conditions de l'environnement et de leurs ressources constituent un potentiel pour que les produits et les services des régions de montagne présentent des avantages comparatifs par rapport à ceux des autres régions.

### Des politiques pour la production de valeur ajoutée et de services

Les politiques qui encouragent la diversification et l'intégration d'activités économiques comme l'écotourisme, les produits de qualité de montagne ainsi que d'autres productions de valeur ajoutée sont essentielles pour le développement durable des montagnes. Les politiques existantes abordent rarement la diversité des moyens d'existence et la vulnérabilité des populations de montagne, ce qui se traduit par des communautés de montagne et des groupes vulnérables ayant des accès inégaux aux opportunités. En fait, les décideurs politiques ont une connaissance limitée de l'importance des régions de montagne et de leur population. Par ailleurs, les peuples des montagnes, la société civile et les preneurs de décisions ne sont généralement pas conscients des politiques qui existent et qui concernent les ressources des montagnes.

### La fourniture de biens et de services par les régions de montagne: les externalités positives

Les montagnes fournissent une vaste gamme de biens et de services qui sont essentiels pour le reste de la société, créant ainsi une interdépendance entre les régions de hautes terres et de basses terres.

Cependant, les marchés, les structures politiques et institutionnelles nationales pour le développement agricole ignorent souvent la dépendance des basses terres envers et les liens avec les régions de montagne. En conséquence, la diversité culturelle et les moyens d'existence des communautés rurales, les ressources naturelles qu'elles gèrent et les biens publics qu'elles fournissent sont sous-évalués et pourraient diminuer de façon graduelle.

### Migration rurale urbaine

La migration peut aider à soulager la pression exercée sur les terres et les ressources des montagnes et offrir des possibilités de gagner un revenu grâce à un emploi dans les régions urbaines et des envois de fonds. La migration met également la pression sur les infrastructures et les services urbains et contribue à la pauvreté urbaine et au chômage. Comme ce sont souvent les hommes jeunes en âge de travailler qui migrent, les femmes, les enfants et les personnes âgées ont tendance à être laissés pour compte. Ce qui se traduit par une «féminisation de l'agriculture» et un démantèlement des communautés rurales.

### Parité hommes-femmes et questions d'équité

Les populations de montagne ont tendance à avoir des moyens plus faibles pour s'engager dans le développement et des processus politiques et sont parfois, volontairement ou involontairement exclues, ce qui crée des injustices, ou les renforce. En particulier, peu de politiques sont sensibles aux questions de genre, même si les femmes jouent un rôle significatif dans les sociétés de montagne en s'occupant des familles, des terres et des moyens d'existence.

### Patrimoine culturel

Les populations de montagne ont leurs propres connaissances et leur patrimoine culturel qui sont inhérents à leurs manières de vivre ainsi qu'aux systèmes et aux pratiques qui ont évolué et se sont adaptés aux environnements de montagne. Ils peuvent tirer profit de leur patrimoine culturel pour parvenir à un Agriculture et un Développement Rural Durables en réalisant des produits artisanaux, en assurant l'entretien des sites et des paysages dignes d'intérêt et en profitant d'autres valeurs économiques issues des biens et des services créés à partir des traditions culturelles.

## Quelles sont les options politiques?

Les régions de montagnes présentent des variations considérables parmi et au sein des zones écologiques. Il existe également une certaine diversité dans la vie économique, sociale et culturelle des régions de montagne.

Afin de prendre en compte les différents besoins des populations et régions de montagne, des politiques et combinaisons intégrées de politiques, institutions et processus favorisant l'ADRD dans les régions de montagne sont nécessaires comme expliqué ci-dessous.

## Les politiques

### Développer des stratégies pour le développement durable dans les régions de montagne

- Les politiques pour les environnements fragiles des montagnes nécessitent une vision à long terme et une approche

### Le projet ADRD-M<sup>3</sup> et le groupe d'Adelboden

Le projet multi-acteurs dans le domaine de l'agriculture et du développement rural durables dans les régions de montagne (ADRD-M) a pour objectif de soutenir les moyens d'existence des ruraux des régions de montagne en facilitant la réalisation, la révision, la mise en œuvre et l'évaluation de politiques d'ensemble et de processus institutionnels qui soutiennent l'ADRD dans les régions de montagne aux niveaux mondial, régional et national. Le projet a bénéficié des conseils du groupe d'Adelboden, une plate-forme multi-acteurs pour la discussion de politiques et de moyens d'action, d'échanges d'expériences et de préparation d'initiatives pour le développement durable dans les régions de montagne. Le groupe d'Adelboden a fait une recommandation<sup>4</sup> en 2007 (dont les thèmes et les conseils sont présentés dans ce document) et les membres se sont engagés à promouvoir l'approche de l'ADRD-M pour le développement des montagnes.

holistique qui cherche à équilibrer les piliers économiques, sociaux et environnementaux du développement durable.

- Même quand les structures politiques pour le développement durable ou l'ADRD existent, des stratégies ou des approches spécifiques doivent être développées pour les régions de montagne.

## Prendre conscience des spécificités des régions de montagne

- Les spécificités des régions de montagne doivent être prises en considération dans l'élaboration et la mise en œuvre de politiques nationales car celles élaborées pour les régions des basses terres ne sont pas forcément compatibles.
- Les décideurs politiques doivent voir s'il faut élaborer une politique spécifique pour les montagnes dans leur pays ou si des choix importants pour les régions des montagnes doivent être intégrés dans l'agriculture présente et future et dans le développement rural en général. Quoique l'on utilise les deux approches, la tendance est d'intégrer les questions des montagnes dans les politiques nationales.

## Soutenir la production de la valeur ajoutée et les services dans les régions de montagne

Les régions de hautes terres ont généralement un accès difficile aux marchés des basses terres dans les régions urbaines. Les décideurs politiques devraient travailler pour améliorer l'accès des populations de montagne aux basses terres et aux marchés et services urbains. Ils devraient également encourager le partenariat public-privé pour améliorer les conditions socioéconomiques des populations des montagnes.

## Les institutions

Créer des capacités institutionnelles pour faciliter la formulation de façon participative d'une politique, sa mise en œuvre, son suivi et son évaluation

Comme dans les régions de montagne les institutions ont tendance à être

isolées et marginalisées par rapport et au processus de développement et aux politiques nationales, la formation du personnel du gouvernement et des acteurs locaux doit être renforcée pour mettre en œuvre les programmes de façon efficace. Le renforcement des capacités et la prise de conscience sont nécessaires en développant et utilisant des méthodes et outils participatifs appropriés afin de renforcer la prise en compte des besoins des populations de montagne, de suivre et évaluer les politiques et les programmes destinés à la montagne et de soutenir la décentralisation ainsi que le développement local.

## Établir des dispositifs institutionnels appropriés pour faciliter la coordination et la coopération parmi les institutions

- Au niveau national: pour dépasser les différences entre les politiques sectorielles, on a besoin d'un cadre institutionnel coordonné entre divers secteurs afin d'assurer la complémentarité et la cohérence entre politiques ainsi qu'une application appropriée de ces politiques dans les régions de montagne.
- Au niveau transnational: les montagnes font souvent office de frontières naturelles. Les régions de montagne peuvent également représenter dans un pays une source supplémentaire, par exemple d'eau, pour un autre pays situé plus en aval. Des politiques régionales et structures institutionnelles, y compris

des conventions, sont nécessaires pour prendre en compte ces relations de façon efficace et équitable. De telles politiques devraient assurer qu'une attention correcte et des ressources soient allouées pour le développement d'institutions responsables de la coordination transnationale des zones de montagne et des ressources.

## Processus

### Promouvoir la gestion des savoirs, de l'échange d'informations et de la mise en réseau

- Les politiques et les programmes devraient inclure la recherche afin de combler le manque d'informations de base et de données sur les régions des montagnes. Les données socioéconomiques au niveau national ne sont pas souvent désagrégées pour les zones de montagne, ce qui empêche les décideurs politiques de prendre en compte les particularités des montagnes dans leurs politiques. Une meilleure information et recherche sur la montagne peut également aider à prendre conscience des questions auxquelles font face les populations des montagnes et faciliter les actions de plaidoyer de la société civile. Les décideurs politiques devraient soutenir les programmes qui aident à développer et mettre à jour les bases de données concernant les savoirs locaux autochtones, le potentiel des régions de montagne, les inventaires

## Qu'est-ce que les externalités positives?

Les externalités positives correspondent aux biens et aux services qui sont fournis par la montagne et qui ne sont pas pris en compte sur le marché. Les politiques et de nouveaux mécanismes de marché qui soutiennent la rémunération des communautés de montagne en ce qui concerne les biens précieux et les services qu'ils fournissent aux régions de basses terres peuvent contribuer à assurer la survie non seulement des communautés de montagne mais également de ces biens et des services.

Biens et services des montagnes (externalités positives)	Mécanismes pour la rémunération des communautés de montagne
Qualité de l'eau, protection du sol	Paiements pour le reboisement et les pratiques de l'agriculture durable
Risque naturel, prévention et protection	Paiements pour la plantation d'arbres
Sauvegarde de l'héritage culturel	Tourisme, agrotourisme, vente de produits de qualité

des institutions locales en rapport avec les questions des montagnes, les politiques, les programmes et les projets qui doivent être mis en œuvre ainsi que la situation des familles rurales de montagne.

- Pour faciliter les échanges de politiques, de connaissances et d'expériences liées à l'agriculture et au développement rural dans les régions de montagne, les décideurs politiques devraient également encourager l'échange d'informations et la mise en réseau au sein et entre les pays par le biais de plateformes nationales et régionales.

## Encourager la participation dans la formulation des politiques

Pour s'assurer que les politiques d'ADRD sont adaptées aux spécificités des régions de montagne, les processus politiques doivent être développés afin d'encourager la participation des communautés de montagne et des principales parties prenantes à tous les niveaux. Comme bien souvent les populations des montagnes ne sont pas conscientes de leurs droits et, d'un point de vue historique, n'ont pas été exposées aux processus politiques, il conviendra de mettre en œuvre des programmes et des ressources pour développer leurs capacités et leurs compétences pour le lobbying et la participation dans la formulation des politiques.

## Suivre et évaluer les politiques

Les politiques à la fois générales et spécifiques de l'ADRD doivent être contrôlées et leurs impacts évalués. Les politiques qui sont peu adaptées aux conditions biophysiques des régions de montagne peuvent avoir des effets fortement négatifs sur l'environnement et les moyens d'existence des populations des montagnes.

### Contacts

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

**Marcela Villarreal**  
sard-m@fao.org

**Eve Crowley**  
eve.crowley@fao.org

**Douglas McGuire**  
douglas.mcguire@fao.org

Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI)  
– Programme mondial de la montagne (GMP)

**Peter Trutmann**  
p.trutmann@cgiar.org

**Euromontana**  
**Kristiina Urpalainen**  
kristiina.urpalainen@euromontana.org

Centre international de hautes études agronomiques méditerranéennes – Institut d'études agronomiques méditerranéennes de Bari (CIHEAM-IAMB)

**Lamberto Lamberti**  
lamberti@iamb.it

Centre international de mise en valeur intégrée des montagnes (ICIMOD)

**Kamal Banskota**  
kbanskota@icimod.org

Programme pour l'agriculture durable sur les terres en pente d'Amérique centrale (PASOLAC)

**Manuel Martinez**  
mmartinez@cablecolor.hn

Programme des Nations Unies pour l'Environnement - Secrétariat Intérimaire de la Convention des Carpates

**Harald Egerer**  
harald.egerer@unvienna.org

Groupe d'Adelboden  
**Hans-Jörg Lehmann**  
hans-joerg.lehmann@eda.admin.ch

### Références

Ce dossier a été préparé par Takashi Takahatake, en collaboration avec, entre autres, S. Kelly, A. Rottger (FAO), G. Viatte (voir contacts).

<sup>1</sup> FAO. 2004. *Pour une meilleure prise en charge du développement des montagnes*, 28 avril 2004. Rome.

<sup>2</sup> FAO et ICIMOD. 2006. *Evaluation des politiques ADRD-M dans l'Hindu Kush Himalaya : Synthèse*. Rome, Projet ADRD-M.

<sup>3</sup> FAO. Projet pour l'Agriculture et le développement rural durables en régions de montagne (ADRD-M), GCP/GLO/136/MUL, financé par la Suisse, la France et le Japon, 2005-2009.

<sup>4</sup> Groupe Adelboden. 2007. Recommandation du groupe Adelboden sur l'agriculture et le développement rural durables en régions de montagne (ADRD-M). Rome, 3 octobre 2007.

FAO. 2007. *Analyse interrégionale des forces et faiblesses des politiques, institutions et processus d'ADRD en régions de montagne*. Rome, Projet ADRD-M.

FAO. 2005–2007. Les évaluations des politiques du projet ADRD-M.

## Outils et ressources

FAO-EUROMONTANA. 2007. *Externalités positives des régions de montagne: valorisation par les politiques et les marchés*. Rome, Projet ADRD-M: <http://www.fao.org/sard/fr/sardm/Communi/2900/index.html>

FAO. 2007. *Cadre pour une évaluation rapide des politiques, institutions et processus de l'ADRD en régions de montagne: guide pratique*. Rome, Projet ADRD-M: <http://www.fao.org/sard/fr/sardm/Communi/2666/index.html>

FAO. 1997. *Directives pour l'intégration de l'agriculture et du développement rural durables dans les politiques agricoles*. FAO, Document sur la Politique agricole et le développement économique, No. 4. Rome: <http://www.fao.org/docrep/w7541E/w7541e00.htm>

OCDE-CAD. 2001. *Directives CAD: stratégies de développement durable*. Paris, Organisation de coopération et de développement économiques; Comité d'aide au développement (OCDE-CAD): [http://www.oecd.org/document/40/0,3343,fr\\_2649\\_201185\\_2670319\\_1\\_1\\_1,00.html](http://www.oecd.org/document/40/0,3343,fr_2649_201185_2670319_1_1_1,00.html)

UNDESA. 2002. *Directives pour la préparation d'une stratégie nationale de développement durable dans le nouveau millénaire*. Document d'information n° 13 (DESA/DSD/PC2/BP13). Nations Unies, Département des affaires sociales et économiques (UNDESA): [http://www.un.org/esa/sustdev/publications/nsds\\_guidance.pdf](http://www.un.org/esa/sustdev/publications/nsds_guidance.pdf)

Les documents politiques "ADRD et..." sont conçus pour encourager et aider les gouvernements à développer et mettre en œuvre des politiques pour atteindre l'agriculture et le développement rural durables.

Cette série est produite par l'Initiative ADRD, un cadre multipartite établi en soutien de la transition vers une agriculture et un développement rural durables centrés sur la personne. L'initiative est menée par la société civile, soutenue par les gouvernements et agences intergouvernementales et animée par [la www.fao.org/sard/fr/init/2224/index.html](http://www.fao.org/sard/fr/init/2224/index.html)